

**Union européenne - Déclaration de
la Haute représentante, au nom de
l'Union européenne, relative à
l'alignement de certains pays
concernant des mesures restrictives
à l'encontre de la République de
Guinée**

(Bruxelles, 15 novembre 2017)

Le 25 octobre 2010, le Conseil a adopté la décision 2010/638/PESC (publiée au Journal officiel de l'Union européenne, JO L 273 du 24.10.2017, p. 10). Cette décision proroge les mesures restrictives existantes jusqu'au 27 octobre 2018.

L'ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro*, la Serbie* et l'Albanie*, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, et l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que la République de Moldavie, l'Arménie et la Géorgie se rallient à cette décision du Conseil.

Ces pays veilleront à ce que leurs politiques nationales soient conformes à cette décision du Conseil.

L'Union européenne prend acte de cet engagement et s'en félicite./.

*L'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.